

ÉCO & CO

De Pugnac, l'entreprise Garderon équipe les Rafale de l'Armée de l'air

Implantée à Pugnac depuis sa création en 1980, l'entreprise Garderon est un fleuron de l'industrie locale. À sa tête, Jean-Pierre Garderon, le fondateur, veille toujours au grain.

« J'ai toujours aimé le fer. » Jean-Pierre Garderon a démarré dans la vie active en travaillant dans les vignes paternelles. C'est au cours de cette première vie d'agriculteur qu'il découvre le métier de forgeron, auquel il a affaire pour du matériel de viticulture. Aujourd'hui, son entreprise d'une quarantaine de salariés fournit des pièces pour l'industrie aéronautique française, militaire et civile. Une société à la pointe de la technologie implantée à Pugnac depuis sa fondation en 1980. Et, à 79 ans, ce patron « à l'ancienne » continue de veiller au grain. « Je suis là tous les jours à 6h30, assure-t-il. Ce matin, j'étais même là avant car il y avait une livraison. » Et n'allez pas lui demander s'il n'est pas fatigué : « J'en ai l'air ? », vous répondra-t-il après un bref silence, en vous regardant droit dans les yeux.

« Si tu te mets à ton compte, on te suit » À vrai dire, non. Jean-Pierre Garderon n'a pas l'air fatigué, quand il présente, passionné, toutes les anciennes pièces exposées dans une vitrine, dans le hall d'entrée de l'usine. Ni lorsqu'il raconte son parcours d'entrepreneur. Après avoir décroché un CAP de tourneur, il travaille dans plusieurs entreprises, notamment en intérim. « Je me suis fait un nom à Bordeaux : j'étais demandé par beaucoup de



Les locaux de l'entreprise Garderon. NC

sociétés », souligne-t-il. Il grimpe alors les échelons dans le secteur de l'industrie aéronautique, jusqu'à devenir chef d'atelier dans une entreprise, et nourrit le projet de créer la sienne. « En 1972, j'aurais pu être embauché chez Dassault, mais je n'ai pas voulu, car je savais que si j'y allais, je ne créerais jamais ma propre société. » En revanche, son professionnalisme en tant que chef d'atelier lui vaut la confiance des décideurs de l'industrie qu'il croise. « Ils me disaient : si tu te mets à ton compte, on te suit. » En 1980, il franchit le pas.

Après avoir acheté sa première machine, Jean-Pierre Garderon s'installe dans le village de Saint-Urbain (Pugnac), dans un local qu'il a monté après ses journées de travail, « avec un copain, la nuit, à la lumière des projecteurs ». En ligne de mire, il a une autre motivation : « à l'école, j'étais un enfant turbulent, je me suis même fait virer. Je voulais prouver que j'étais capable de faire quelque chose,

surtout à mon père. » Ce dernier décède en 1988, après avoir vu son fils créer et faire perdurer son entreprise.

« Les gens de chez Dassault sont ici toutes les semaines. »

Dès 1982, Jean-Pierre Garderon fait un pari : il fait l'acquisition de son premier tour à commande numérique. « Le premier dans le secteur de Bordeaux. Je l'ai acheté sur un salon à Paris. J'ai signé, puis, sur le chemin du retour je me suis demandé : « Mais comment je vais faire pour le payer ? » Heureusement pour lui, son pari s'avère gagnant : il augmente la productivité de son entreprise, rembourse son crédit et continue d'investir. Il repense alors à son ancien patron. « Il ne croyait pas à la commande numérique. Il a attendu 1986 ou



Jean-Pierre Garderon, 79 ans, fondateur de l'entreprise. NC

1987 avant d'en acheter. Moi, j'en avais déjà trois ! »

80 % de militaire, 20 % de civil

Son entreprise, qui comptait à ses débuts « deux ou trois salariés », s'est agrandie, de même que le carnet de commandes. Parmi la dizaine de clients actuels de Garderon, Dassault et Airbus sont les principaux. L'entreprise pugnacaise, installée sur la zone d'activité depuis 1998, fabrique par exemple des pièces pour les Rafale du constructeur Dassault Aviation. « J'ai rencontré Marcel Dassault, j'ai serré la main à Serge Dassault », raconte Jean-Pierre Garderon. Aujourd'hui, son activité, c'est « 80 % de militaire, 20 % de civil ». Une tendance qui s'est inversée : « à une époque, c'était 35 à 40 % de militaire ». Une telle activité nécessite de se plier à un cahier des charges très strict, et implique des contacts étroits avec les clients. « Les gens de chez Dassault sont ici toutes les semaines. »

La loi de programmation militaire 2024-2030, dont une actualisation est débattue au Parlement, coin-

cide avec un accroissement du chiffre d'affaires de l'entreprise.

« On a fait 9 millions l'année dernière. Cette année, on va finir à 12 millions. » Au point d'avoir besoin de recruter. « Nous avons quatre personnes qui vont partir à la retraite. Il faudrait les remplacer et recruter quatre personnes supplémentaires. » Mais même en ayant recours à l'alternance, l'entreprise Garderon peine à renforcer ses effectifs. « Actuellement, nous sommes obligés de refuser du travail. » Car même si l'entreprise forme en interne, elle a tout de même besoin de candidats ayant un niveau BTS.

Cela n'empêche pas Jean-Pierre Garderon de prévoir, pour le mois d'août, des travaux d'agrandissement : il a besoin de place pour agrandir son parc de machines. Nul doute qu'il sera là tous les jours pour superviser le chantier : aucun signe de lassitude chez celui qui a conscience de diriger un « fleuron » de l'industrie locale. « J'aime ce que je fais, c'est un beau métier ».

Nicolas Campitelli

3 QUESTIONS À SOPHIE BROCAS, PRÉFÈTE DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

Après avoir pris ses fonctions le 18 mai, Sophie Brocas, nouvelle préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, a entamé une tournée sur le terrain. Son premier déplacement en Gironde, le 3 juin, l'a emmenée à la rencontre de deux entreprises stratégiques du nord du département : l'entreprise Elitt, à Saint-André-de-Cubzac, qui conçoit et fabrique, à partir de châssis, des véhicules de lutte anti-incendie pour les sapeurs-pompiers et, un peu avant, l'entreprise Garderon, à Pugnac (lire ci-dessus). Entretien.

« Haute Gironde » : Pourquoi ce choix d'entreprises, pour votre déplacement ?

Sophie Brocas : Concernant l'entreprise Garderon, c'est un choix qui montre que, dans notre pays, des gens peuvent partir de pas grand-chose et devenir des capitaines d'industrie dans un des secteurs d'activité les plus dynamiques. C'est aussi un choix intéressant car cette entreprise cherche à employer, dans un arrondissement marqué par le chô-

mage et une crise de la viticulture, qui est un gros sujet. C'est un fleuron industriel avec un carnet de commandes rempli, qui n'arrive pas à recruter.

Quelles solutions les services de l'État peuvent-ils apporter à ce problème ?

S.B. : France Travail peut présélectionner des demandeurs d'emploi. Il y a aussi un travail à faire avec l'Éducation nationale, dans chaque bassin d'emploi : repérer les besoins, faire évoluer la carte des établissements scolaires. Il faut montrer aussi que l'industrie est une voie de réussite.

Vous pensez que ce secteur souffre d'un déficit d'image ?

S.B. : Il faut en tout cas dépasser certaines idées reçues. L'industrie a encore trop souvent mauvaise réputation : on a encore l'image de Zola, de métiers sales, etc. Cette entreprise montre le contraire, c'est une très belle réussite et une



L'entreprise Garderon a reçu la visite de Sophie Brocas, préfète de Nouvelle-Aquitaine, le 3 juin. NC

grande fierté pour ce territoire.

Propos recueillis par NC